

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**ACTE 2 STRATÉGIE RÉGIONALE FRET ET LOGISTIQUE : OBSERVATOIRE DU FRET ET DE LA
LOGISTIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE, AVENANTS OPÉRATIONS FLUVIALES ET PORTUAIRES**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	9
Annexe 1 - Fiches projet	10
Annexe 2 - Convention de mise à disposition des données ITinSell	16
Annexe 3 - Convention de mise à disposition des données AC Nielsen SAS	22
Annexe 4 - Avenant à la convention études de conception de l'opération mise au gabarit Bray-sur-Seine/Nogent-sur-Seine	28
Annexe 5 - Avenant à la convention Haropa Port Travaux d'extension ouest Gennevilliers	37
Annexe 6 - Fiche projet BEL AMI - MAUNA INNOVATION	43
Annexe 7- Convention observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France	46

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport vous propose, au titre de l'acte 2 de la stratégie régionale fret et logistique, l'approbation de 2 conventions de mise à disposition des données et 2 désaffectations d'un montant total de **1 355 000 €**.

- **Mise à disposition de données pour l'observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France**

La Région a notifié deux marchés d'acquisition de données. Le premier à ITinSell pour l'acquisition de données représentatives des livraisons de colis à domicile liées au e-commerce, le second à AC Nielsen SAS pour l'acquisition de données concernant l'approvisionnement logistique des grandes et moyennes surfaces en Île-de-France. Conformément aux délibérations n° CR 2022-051 du 22 septembre 2022 (données sur les livraisons e-commerce) et n° CP 2023-097 du 5 juillet 2023 (données sur les livraisons de la grande distribution), il vous est proposé d'approuver les conventions de mise à disposition des données à signer avec l'Institut Paris Région (IPR) pour leur exploitation et leur diffusion au grand public dans le cadre de l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France.

- **Infrastructures fluviales - CPIER Vallée de la Seine - Adaptation du soutien aux études de conception et des premières acquisitions foncières pour la mise à grand gabarit de la liaison fluviale entre Bray-sur-Seine et Nogent-sur-Seine compte-tenu de l'attribution d'une subvention européenne**

Il vous est proposé d'autoriser la signature d'un avenant pour cette opération afin de réviser le plan de financement et revoir le montant de la subvention régionale, suite à l'évolution de la participation européenne. La prise en compte de l'évolution de la participation européenne nécessite de réduire la participation régionale de 438 000 €.

- **Infrastructures portuaires - CPIER Vallée de la Seine - Adaptation du soutien régional aux travaux d'extension du port de Gennevilliers à l'ouest**

Il vous est proposé d'autoriser la signature d'un avenant pour cette opération afin de réviser le plan de financement et revoir le montant de la subvention régionale, suite à l'évolution de l'enveloppe subventionnable. La prise en compte de l'évolution du plan de financement nécessite de réduire la participation régionale de 917 000 €.

- **Projet BEL AMI de l'AMI FRET 2 – Changement de bénéficiaire**

A la demande du bénéficiaire, il vous est proposé de modifier le tiers bénéficiaire de la subvention de 194 288,00 € attribuée dans le cadre de l'AMI FRET 2, de façon erronée, à MAUNA CONSULTING (CP2023-097 du 5 juillet 2023) afin de l'attribuer à MAUNA INNOVATION (même Président) qui est l'entité en conduite de ce projet. Ce changement de tiers est sans impact financier pour le projet.

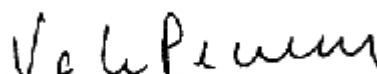
Le détail de ces opérations vous est présenté dans les fiches projet en annexe de la délibération.

- **Convention de partenariat relative à la mise en œuvre de l'observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France et Charte d'engagement dans le réseau OFELIF**

Il vous est proposé d'adopter des nouvelles versions de la Convention de partenariat relative à la mise en œuvre de l'observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France et de la Charte d'engagement dans le réseau OFELIF, approuvées par la délibération n° CP2023-300 du 21 septembre 2023. Ces nouvelles versions prennent en compte des modifications de forme et de présentation sans impact juridique et de responsabilité, proposées par l'Etat après validation d'une version qui avait été arrêtée conjointement avant passage à la commission permanente de septembre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 17 NOVEMBRE 2023

ACTE 2 STRATÉGIE RÉGIONALE FRET ET LOGISTIQUE : OBSERVATOIRE DU FRET ET DE LA LOGISTIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE, AVENANTS OPÉRATIONS FLUVIALES ET PORTUAIRES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime cadre exempté n°SA.58995 RDI (ex SA40391) relatif à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014 modifié ;

VU le régime d'aides exempté n°SA.59258, relatif aux aides en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leurs voies d'accès et du dragage d'investissement pour la période 2018 – 2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié ;

VU le code des transports ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1, L4211-1 et L4221-1 ;

VU l'ordonnance n° 2021-614 du 19 mai 2021 relative à la fusion du port autonome de Paris et des grands ports maritimes du Havre et de Rouen en un établissement public unique ;

VU le décret n° 2021-618 du 19 mai 2021 relatif à la fusion du port autonome de Paris et des grands ports maritimes du Havre et de Rouen en un établissement public unique, prenant le nom de grand port fluvio-maritime de l'axe Seine et la dénomination commerciale d'Haropa Port ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 modifiée approuvant le Contrat de plan État-Région 2015-2020 et le Contrat de Plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020 ;

VU la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de plan Etat-Région Île-de-France 2015-2020, modifiée par délibération du n° CR123-16 du 15 décembre 2016 portant sur les révisions du Contrat de plan Etat-Région Île-de-France, prolongé par avenant approuvé par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 signé le 4 mars 2021 et prolongé jusqu'à la date d'effet du nouveau CPIER par avenant n°3 approuvé par délibération CR 2022-003 du 16 février 2022 et signé le 22 mars 2022 ;

VU la délibération n° CP 15-692 du 8 octobre 2015 relative au vote des études relatives à la mise au grand gabarit Bray/Nogent (CPER) ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CP 16-638 du 16 novembre 2016 relative au vote des études relatives à la mise au grand gabarit Bray/Nogent (CPER) ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n CR2018-001 du 15 mars 2018 relative à la Stratégie régionale pour le fret et la

logistique ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021, modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-051 du 22 septembre 2022 relative à la Stratégie régionale fret et logistique - Acte 2 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-081 du 29 mars 2023 relative aux conventions « Trouvez un stage pour les jeunes franciliens » pour les grandes comptes transports en 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 portant diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-097 du 5 juillet 2023 relative à l'acte 2 de la stratégie régionale fret et logistique : AMI fret 2023 et observatoire régional fret et logistique ;

VU la délibération n° CP 2023-300 du 21 septembre 2023 relative à l'acte 2 de la stratégie régionale fret et logistique : opérations portuaires, cyclo-logistique, Chaire logistics city, observatoire en IDF ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-395 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention de mise à disposition des données ITinSell, passée entre la région Île-de-France et l'Institut Paris Région figurant en annexe 1, et autorise la Présidente à la signer.

Article 2 :

Approuve la convention de mise à disposition des données AC Nielsen SAS, passée entre la région Île-de-France et l'Institut Paris Région figurant en annexe 2, et autorise la Présidente à la signer.

Article 3 :

Approuve l'avenant n°1 modifiant la convention relative « au financement des études de conception et des premières acquisitions foncières pour la mise à grand gabarit de la liaison fluviale entre Bray-sur-Seine et Nogent-sur-Seine (adoptée par délibération n° CP 16-638 du 16 novembre 2016), présenté en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Désaffecte partiellement la subvention attribuée à Voies navigables de France d'un montant de 438 000 € sur l'autorisation de programme de projet d'un montant total de 1 720 000 € sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 853 « Haltes fluviales et autres infrastructures fluviales », programme PR 853-003 « Aménagement et modernisation des voies navigables », action 485003011 « Aménagement et modernisation des voies navigables », de la délibération n° CP 15-692 du 8 octobre 2015 conformément à la fiche projet 15016105 en annexe 1.

Article 4 :

Approuve l'avenant n°1 modifiant la convention relative à « EXTENSION OUEST PORT GENNEVILLIERS – TRAVAUX », présenté en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à signer l'avenant.

Désaffecte partiellement la subvention attribuée à HAROPA PORT pour un montant de 917 000 € sur l'autorisation de programme d'un montant total de 3 668 400 € sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 854 « Ports et autres infrastructures portuaires », programme PR854-004 « Plateformes portuaires », action 48500401S « Plateformes portuaires » du budget 2023, de la délibération n°CP2023-300 du 21 septembre 2023 conformément à la fiche projet 23006739 en annexe 1.

Article 5 :

Décide de transférer à MAUNA INNOVATION la subvention de 194 288,00 € en investissement pour le projet « AMI FRET 2 – BEL AMI – MAUNA INNOVATION » initialement attribuée à MAUNA CONSULTING par délibération n°CP2023-097 du 5 juillet 2023 conformément à la fiche projet jointe en annexe 6 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention type investissement adoptée par l'alinéa 2 de l'article 1 de la délibération n°CP2023-097 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 6 :

Approuve la Convention de partenariat relative à la mise en œuvre de l'observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France modifiée et la Charte d'engagement dans le réseau OFELIF modifiée figurants en annexe 7 à la présente délibération, en remplacement de la convention et de la charte approuvées par délibération n° CP 2023-300 du 21 septembre 2023, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches projet

**DOSSIER N° 15016105 - LIAISON FLUVIALE ENTRE BRAY-SUR-SEINE ET NOGENT-SUR-SEINE -
MISE AU GABARIT - ÉTUDES CONCEPTION ET PREMIÈRES ACQUISITIONS FONCIÈRES**

Dispositif : Fret - CPER-CPIER Opérations d'infrastructures (n° 00000297)

Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Imputation budgétaire : 908-883-204183-488001-200

Action : 488001011- Aménagement et modernisation des voies navigables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - CPER-CPIER Opérations d'infrastructures	9 158 333,33 € HT	14,00 %	1 282 000,00 €
	Montant total de la subvention		-438 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Adresse administrative : 175 RUE LUDOVIC BOUTLEUX
62408 BETHUNE CEDEX

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif

Représentant : Monsieur Thierry GUIMBAUD, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : De la réalisation des études de conception et premières acquisitions foncières pour la mise à grand gabarit de la liaison fluviale entre Bray-sur-Seine et Nogent-sur-Seine.

Dates prévisionnelles : 9 juillet 2015 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte-tenu de l'urgence à poursuivre les études du projet, en vue d'une enquête publique en 2017, et qu'un certain nombre d'études doivent idéalement être menées en période de basses eaux (période estivale), l'opération nécessite un démarrage par anticipation de la commission permanente du 8 octobre 2015.

La date de démarrage de l'opération est le 9 juillet 2015.

Description :

Fiche projet 15016105 adoptée par CP 15-692 du 8 octobre 2015, modifiée par CP 16-638 du 16 novembre 2016 et modifiée par CP 2023-395 du 17 novembre 2023.

Le projet vise à étendre le réseau navigable à grand gabarit du bassin de la Seine (accessible aux convois de 2 500 tonnes), en le prolongeant de Bray-sur-Seine à Nogent-sur-Seine. Il s'agit d'aménager un tronçon de 27 kilomètres à partir de l'écluse de la Grande Bosse, située à l'aval immédiat de Bray-sur-Seine, de telle sorte que des péniches à grand gabarit puissent accéder aux ports de Nogent-sur-Seine.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VnF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette

manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût des études de conception et des premières acquisitions foncières est estimé à 10 930 000 € TTC, soit 9 158 333 € HT : 8 858 333 € HT d'études, et 300 000 € d'acquisitions foncières à l'amiable (pas de TVA appliquée sur les AF).

Une subvention régionale de 1 720 000 € et une convention ont été votées en commission permanente par délibération n° CP15-692 du 8 octobre 2015 pour le financement des études de conception, l'intégralité des acquisitions foncières et les premiers travaux (DCE, ACT...) du projet sur la période 2015-2020.

L'État français comptait en 2015 sur une participation des fonds européens (dans le cadre du dossier déposé pour l'appel à projets européen pour le Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe (MIE)), pour le financement des études de conception, estimée à hauteur de 40 % du montant HT de l'opération. Suite à la décision du 15 décembre 2015 de la Commission européenne, aucun cofinancement européen ne pouvait être attendu à court terme pour le projet Bray-Nogent.

Par conséquent, le comité de pilotage de l'opération du 19 mai 2016 a décidé de réduire l'enveloppe globale de cette phase du projet uniquement aux études de conception et aux premières acquisitions foncières couvrant la période 2016-2020, sans inclure les premiers travaux (DCE, ACT...) ni les acquisitions foncières avant travaux.

En même temps, les deux Départements Seine-et-Marne et Aube ont décidé d'entrer dans le plan de financement de la présente opération à partir du 1er janvier 2017.

VnF a assuré l'avance pour les dépenses réalisées sur la période 2015-2016 qui ne pouvaient être prises en charge de façon rétroactive par les Départements.

La convention votée en novembre 2016 (signée le 22 juin 2017) permettait de prendre en considération les modifications du plan de financement qui s'opéraient suite à la réduction de l'enveloppe globale de cette phase du projet ainsi qu'à la non-participation de l'Union européenne sur la période 2014-2019 et à l'entrée dans le plan de financement de deux nouveaux co-financeurs (les Départements de l'Aube et de Seine-et-Marne à partir du 1er janvier 2017).

Aucune participation de l'Europe n'était donc attendue sur ce projet. Par ailleurs, la convention portée au vote de 2016 annulait et remplaçait la convention initiale votée en octobre 2015.

Cependant, en raison de l'avenant n°3 au Grant Agreement (n° INEA/CEF/TRAN/M2014/1049241) signé entre l'Etat français et la Commission européenne le 28 mai 2019, modifiant la participation européenne aux opérations inscrites dans le périmètre « Seine-Escaut », et de la décision de l'Union européenne de contribuer au financement des études de conception du projet Bray/Nogent (hors acquisitions foncières) à hauteur de 50 % du montant HT des dépenses réalisées à partir de 2019 (hors acquisitions foncières), le plan de financement et les participations des cofinanceurs sont modifiés.

L'avenant vise à prendre en considération les modifications du plan de financement et l'incidence financière sur les participations des cofinanceurs.

La base subventionnable de la présente opération retenue par les collectivités s'élève à 9 158 333 € HT qui se décomposent : 300 000 € HT d'acquisitions foncières et 8 858 333 € HT d'études.

La nouvelle participation du Département de Seine-et-Marne fait l'objet d'une convention bipartite CD77 / VNF à part (votée le 19 novembre 2021 et signée le 21 juin 2022) car le versement du solde de la subvention prévue à la convention du 22 juin 2017 était devenu caduc depuis le 31 mars 2021 en application du Règlement budgétaire et financier du Département ce qui rendait impossible de s'intégrer dans un avenant à la convention initiale avec les autres cofinanceurs.

L'Union européenne assure le financement des études de conception au stade projet (PRO) ainsi que de l'ensemble des études nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, réalisées à compter de 2019, sur la base d'un taux de 50 % du montant HT (hors acquisitions foncières). Le montant des dépenses réalisées à compter de 2019 étant estimé à 4 658 000 € HT, le montant attendu de l'Union européenne est estimé à 2 329 000 €.

La participation de la région Île-de-France, au titre du CPER 2015-2020 Île-de-France et CPIER Vallée de la Seine prolongés, s'élève dorénavant à 1 282 000 €, soit 14,00 % de la base subventionnable HT. La région Île-de-France participe à la présente opération pour les dépenses réalisées à partir du 09/07/2015. La participation de la région Île-de-France à cette opération constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Grands projets - Bray Nogent (études)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes annexes de MOE (géotechnie, bathymétrie, trajectographie)	1 104 170,00	12,06%
Marché de MOE (AVP, étude d'impact...), suivi hydrogéologique	2 000 000,00	21,84%
marché de MOE : procédures réglementaires, frais d'AMO	2 000 000,00	21,84%
marché de MOE : PRO, frais d'AMO	3 754 163,00	40,99%
Acquisitions foncières	300 000,00	3,28%
Total	9 158 333,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 282 000,00	14,00%
Région Grand Est	867 970,00	9,48%
Département Seine-et-Marne	433 640,00	4,73%
Département Aube	433 640,00	4,73%
Voies navigables de France	3 812 083,00	41,62%
Union européenne (attendue)	2 329 000,00	25,43%
Total	9 158 333,00	100,00%

DOSSIER N° 23006739 - EXTENSION OUEST PORT GENNEVILLIERS - TRAVAUX

Dispositif : Fret - CPER-CPIER Opérations d'infrastructures (n° 00000297)

Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Imputation budgétaire : 908-854-204183-485004-200

Action : 48500401S- Plateformes portuaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - CPER-CPIER Opérations d'infrastructures	9 000 000,00 € HT	30,57 %	2 751 300,00 €
	Montant total de la subvention		-917 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PORT FLUVIO MARITIME AXE
SEINE HAROPA PORT DT PARIS

Adresse administrative : 2 QUAI DE GRENELLE
75015 PARIS

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial

Représentant : Monsieur ANTOINE BERBAIN, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2029

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Fiche projet adoptée par la CP 2023-300 du 21 septembre 2023 et modifiée par la CP 2023-395 du 17 novembre 2023.

Le projet se situe à l'ouest du port de Gennevilliers sur des parcelles du domaine public fluvial, propriété de Haropa Port, depuis 2008, et déjà artificialisées (occupées anciennement par une centrale électrique thermique de EDF). Une partie des terrains acquis à EDF (6 ha environ) a d'ores-et-déjà été aménagée pour les besoins du terminal conteneurs, en 2012/2013 (cette extension avait été financée par la Région à hauteur de 7,6 M€ pour Haropa Port).

Le présent projet d'aménagement permettra en phase 1 (menée entre 2023 et 2024) d'appuyer une logistique propre des Jeux Olympiques Paris 2024 assurée par le fleuve (notamment montage/démontage des structures provisoires de sites olympiques le long de la Seine, opérations de logistiques fluviales pour construction de pont, passerelle, transport de colis lourd, logistique urbaine...).

Cette phase 1, d'un montant maximal de 6 M€ HT consistera en l'aménagement du bord à quai par une structure lourde, la mise en place d'une structure de chaussée légère sur le fond du terre-plein et en la réalisation de l'assainissement définitif du terrain.

La phase 2 (menée entre 2025 et 2029), d'un montant maximal de 6 M€ HT, complètera le terminal à conteneurs existant par l'aménagement d'un linéaire supplémentaire de quai permettant d'accroître la capacité du terminal.

La subvention régionale sollicitée concerne les deux phases du projet. Le projet d'extension bénéficie du soutien des collectivités locales.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût prévisionnel des dépenses est évalué à 12 M € HT.

Haropa Port a obtenu un soutien de 3 M€ au titre du fond vert - recyclage du foncier / friches de l'Etat.

La base subventionnable retenue par la région Île-de-France est de 9 M€ HT. La participation régionale s'élève à 2 751 300 €, soit à 30,57% du montant hors taxe de l'opération. Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Conformément au régime SA. 59258, la marge d'exploitation de l'infrastructure soutenue, calculée sur une période de 20 ans, est estimée à de 4 703 805,07 € sur la base d'un taux d'actualisation de 7 %. Le montant de l'aide régionale ne dépasse donc pas la différence entre les coûts éligibles et la marge d'exploitation. La participation de la région Île-de-France est réalisée au titre du CPIER "Vallée de la Seine" 2015-2020, prolongé par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifié par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022.

Localisation géographique :

📍 HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports - CPIER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Phases 1 et 2 : Etudes opérationnelles	143 500,00	1,59%
Phases 1 et 2 : Installation chantier et travaux terrassements	2 357 500,00	26,19%
Phases 1 et 2 : Travaux assainissement et réseaux	1 349 500,00	14,99%
Phases 1 et 2 : Travaux chaussées	4 515 000,00	50,17%
Phases 1 et 2 : Provisions pour aléas et frais annexes	634 500,00	7,05%
Total	9 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres Haropa Port	6 248 700,00	69,43%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	2 751 300,00	30,57%
Total	9 000 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59258 Infrastructures portuaires (ex SA.51296) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leurs voies d'accès et du dragage d'investissement

Annexe 2 - Convention de mise à disposition des données ITinSell

Convention de mise à disposition des données ITinSell

Entre :

La région Île-de-France, ayant son siège 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, dûment habilitée à la signature de la présente par la délibération n° CP 2023-395 du 17 novembre 2023,

Ci-après désignée par « Région »,

D'une part,

Et

L'Institut Paris Région, dont le siège social est situé 15 rue Falguière – 75015 Paris, représenté(e) par son directeur général Monsieur Nicolas BAUQUET,

ci-après désigné(e) « le Partenaire »,

D'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE EN PREAMBULE CE QUI SUIV

Suite à la délibération n° CR 2022-051 du 22 septembre 2022, la région Île-de-France a notifié un marché d'acquisition de données à la société ITinSell (marché 2300698 notifié le 30/08/2023), donnant ainsi à la Région accès aux données liées au flux e-commerce à partir desquelles ITinSell édite son Baromètre de la Qualité de service des transporteurs.

Dans le cadre de ce marché, ITinSell fournit à la Région des données relatives au nombre de colis livrés par communes en Île-de-France, par jours de la semaine, à partir du 01/07/2023 jusqu'au 01/07/2026. Les données sont classées par catégories de poids de colis (moins de 1 kg, 1-3 kg, 3-30 kg, plus de 30 kg et poids inconnu) et par type de transporteur ou de service (livraison express, livraison classique, livraison en vélo-cargo et retours). Les données détenues par ITinSell étant partielles, les données transmises par ITinSell à la Région sont redressées via un facteur de correction afin qu'elles puissent représenter la totalité du marché.

Dans le cadre dudit marché, il est prévu un droit de réutilisation des données d'ITinSell par des partenaires de la Région, ce qui fait l'objet de cette présente convention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles la Région met à disposition du Partenaire, à titre non exclusif, les données de ITinSell, et permet leur utilisation par le Partenaire, dans le cadre de l'observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France.

Article 2 : Données mises à disposition

Les données présentées en préambule, seront fournies par la Région au Partenaire.

ARTICLE 3 : Modalités de transmission

Les données ITinSell seront transmises par voie électronique par la Région au Partenaire en format CSV.

ARTICLE 4 : Protection des données

Dans le cadre de la présente convention, ITinSell reste titulaire des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature afférents aux données.

ARTICLE 5 : Condition d'utilisation des données transmises

5.1. Droits de réutilisation

Il conviendra pour la Région et le Partenaire de respecter les conditions d'utilisation des données ITinSell prévues dans le marché d'acquisition de données passé entre la Région et ITinSell.

Les données mises à disposition par la Région ne pourront être utilisées que pour un usage technique, à des fins de connaissance des flux logistiques en Île-de-France (observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France), pour l'élaboration de logiciels de consultation cartographique, d'outils de requêtage de données dans le cadre de travaux partenariaux et de publications (documents, articles, cartes, rapports ou présentations).

Le Partenaire s'interdit d'utiliser les données ITinSell, qu'elles soient agrégées ou brutes désagrégées, même sous une forme modifiée ou altérée à des fins autres que celles mentionnées dans les alinéas 1 et 2 de l'article 5.1.

Ainsi, toute autre utilisation des données ITinSell à des fins commerciales ou non est interdite dans le cadre de cette convention.

5.2. Mention de l'origine des données ITinSell

La publication par le Partenaire de documents, articles, cartes, rapports ou présentations mobilisant les données ITinSell devra porter la mention obligatoire de la source : « ITinSell ».

5.3. Communication à des tiers

Le Partenaire s'interdit de communiquer les fichiers fournis ou tout ou partie de leur contenu à des tiers. Les droits qui lui sont conférés au titre de la présente convention ne peuvent être cédés ni transférés à un tiers sous quelque forme que ce soit.

5.4. Durée d'utilisation des données

Le Partenaire est autorisé à utiliser les données dans le respect des articles 5.1, 5.2 et 5.3 de la présente convention et jusqu'à expiration de la présente convention conformément à son article 7.4.

ARTICLE 6 : Conditions financières

La présente convention ne donne lieu à aucun flux financier, les parties consentant à respecter leurs engagements réciproques gratuitement.

ARTICLE 7 : Dispositions générales

7.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant.

7.2. Droit applicable et règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.

Les signataires s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les parties ne pouvant recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

7.3. Résiliation de la convention

7.3.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Les parties peuvent prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

A cet effet, les parties se réuniront à l'initiative de la partie la plus diligente afin de s'accorder sur la possibilité ou non de l'exécution des présentes.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

7.3.2. Résiliation pour faute

A la demande expresse et motivée de l'un des signataires, la présente convention peut être résiliée en cas de méconnaissance, par l'une des parties de ses obligations sans que la partie défaillante ne puisse réclamer aucune indemnité.

La résiliation sera effective à l'issue d'un délai d'un mois (1) courant à compter de la réception d'une mise en demeure envoyée par courrier recommandé restée infructueuse. La partie concernée pourra faire valoir ses observations durant ce délai.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

7.3.3. Résiliation pour cas de force majeure

Si, pour un cas de force majeure, les parties ne sont plus en mesure d'assurer les obligations mises à leur charge par les présentes, la présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties.

A cet effet, l'une des parties enverra par courrier recommandé à l'autre partie une notification motivée justifiant d'un cas de force majeure. Les parties s'engagent à se rapprocher afin de convenir ou non de la résiliation de la présente convention ou de sa poursuite, en tout ou partie.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

7.4. Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification par la Région au Partenaire après avoir été signée par l'ensemble des parties.

Elle se termine lors de l'acquisition par la Région de nouvelles données liées aux flux e-commerce, ou au plus tard le 31/12/2033.

A l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit (arrivée du terme ou résiliation), le Partenaire devra cesser d'utiliser les fichiers transmis et leur contenu.

La présente convention est établie en deux (2) exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le _____

Pour la région Île-de-France,

Valérie PÉCRESSE

Présidente du conseil régional d'Île-de-France

Pour le Partenaire,

Nicolas BAUQUET

Directeur général de l'Institut Paris Région

Annexe 3 - Convention de mise à disposition des données AC Nielsen SAS

Convention de mise à disposition des données AC Nielsen SAS

Entre :

La région Île-de-France, ayant son siège 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, dûment habilitée à la signature de la présente par la délibération n° CP 2023-395 du 17 novembre 2023,

Ci-après désignée par « Région »,

D'une part,

Et

L'Institut Paris Région, dont le siège social est situé 15 rue Falguière – 75015 Paris, représenté(e) par son directeur général Monsieur Nicolas BAUQUET,

ci-après désigné(e) « le Partenaire »,

D'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE EN PREAMBULE CE QUI SUIV

Suite à la délibération n° CP 2023-097 du 5 juillet 2023, la région Île-de-France a notifié un marché d'acquisition de données à AC Nielsen SAS (marché 2301121 notifié le 20 octobre 2023).

Dans le cadre de ce marché, AC Nielsen SAS transmet des données concernant 75 entrepôts et plus de 1 300 magasins, et permettant de retracer les flux entre les magasins et leurs entrepôts. Elles sont renseignées par type de magasin (superette, supermarché, hypermarchés), enseigne, et filière (alimentaire, bricolage...). Il s'agit de disposer en une seule fois de la base de données annuelle la plus récente (2022) avec la localisation et le profil des points de vente et des entrepôts, ainsi que la nature des flux qui les relie (données quantitatives et qualitatives : tonnages, valeur, nombre de commandes...).

Ces données permettront d'analyser le fonctionnement territorial des circuits de distribution en Île-de-France afin de qualifier les relations existantes entre les points de vente et les espaces amont de stockage qui les approvisionnent (en distinguant les stratégies par type d'enseigne, de magasin, de produits, par localisation...).

Dans le cadre dudit marché, il est prévu un droit de réutilisation des données de AC Nielsen SAS par des partenaires de la Région, ce qui fait l'objet de cette présente convention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles la Région met à disposition du Partenaire, à titre non exclusif, les données de AC Nielsen SAS, et permet leur utilisation par le Partenaire, dans le cadre de l'observatoire régional fret et logistique.

Article 2 : Données mises à disposition

Les données présentées en préambule, seront fournies par la Région au Partenaire.

ARTICLE 3 : Modalités de transmission

Les données AC Nielsen SAS seront transmises par voie électronique par la Région au Partenaire.

ARTICLE 4 : Protection des données

Dans le cadre de la présente convention, AC Nielsen SAS reste titulaire des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature afférents aux données.

Article 5 : Condition d'utilisation des données transmises

5.1. Droits de réutilisation

Il conviendra pour la Région et le Partenaire de respecter les conditions d'utilisation des données AC Nielsen SAS prévues dans le marché d'acquisition de données passé entre la Région et AC Nielsen SAS.

Les données mises à disposition par la Région ne pourront être utilisées que pour un usage technique, à des fins de connaissance des flux logistiques en Île-de-France, pour l'élaboration de logiciels de consultation cartographique, d'outils de requêtage de données dans le cadre de travaux partenariaux et de publications (documents, articles, cartes, rapports ou présentations).

Le Partenaire s'interdit d'utiliser les données AC Nielsen SAS, qu'elles soient agrégées ou brutes désagrégées, même sous une forme modifiée ou altérée à des fins autres que celles mentionnées dans les alinéas 1 et 2 de l'article 5.1.

Ainsi, toute autre utilisation des données AC Nielsen SAS à des fins commerciales est interdite dans le cadre de cette convention.

5.2. Mention de l'origine des données AC Nielsen SAS

La publication par le Partenaire de documents, articles, cartes, rapports ou présentations mobilisant les données AC Nielsen SAS devra porter la mention obligatoire de la source : « NielsenIQ ».

5.3. Communication à des tiers

Le Partenaire s'interdit de communiquer les fichiers fournis ou tout ou partie de leur contenu à des tiers. Les droits qui lui sont conférés au titre de la présente convention ne peuvent être cédés ni transférés à un tiers sous quelque forme que ce soit

5.4. Durée d'utilisation des données

Le Partenaire est autorisé à utiliser les données dans le respect des articles 5.1, 5.2 et 5.3 de la présente convention et jusqu'à expiration de la présente convention conformément à son article 7.4.

ARTICLE 6 : Conditions financières

La présente convention ne donne lieu à aucun flux financier, les parties consentant à respecter leurs engagements réciproques gratuitement.

Article 7 : Dispositions générales

7.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant.

7.2. Droit applicable et règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.

Les signataires s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les parties ne pouvant recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

7.3. Résiliation de la convention

7.3.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Les parties peuvent prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

A cet effet, les parties se réuniront à l'initiative de la partie la plus diligente afin de s'accorder sur la possibilité ou non de l'exécution des présentes.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

7.3.2. Résiliation pour faute

A la demande expresse et motivée de l'un des signataires, la présente convention peut être résiliée en cas de méconnaissance, par l'une des parties de ses obligations sans que la partie défaillante ne puisse réclamer aucune indemnité.

La résiliation sera effective à l'issue d'un délai d'un mois (1) courant à compter de la réception d'une mise en demeure envoyée par courrier recommandé restée infructueuse. La partie concernée pourra faire valoir ses observations durant ce délai.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

7.3.3. Résiliation pour cas de force majeure

Si, pour un cas de force majeure, les parties ne sont plus en mesure d'assurer les obligations mises à leur charge par les présentes, la présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties.

A cet effet, l'une des parties enverra par courrier recommandé à l'autre partie une notification motivée justifiant d'un cas de force majeure. Les parties s'engagent à se rapprocher afin de convenir ou non de la résiliation de la présente convention ou de sa poursuite, en tout ou partie.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

7.4. Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification par la Région au Partenaire après avoir été signée par l'ensemble des parties.

Elle se termine lors de l'acquisition par la Région de nouvelles données liées aux flux entre les magasins et leurs entrepôts, ou au plus tard le 31/12/2033.

A l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit (arrivée du terme ou résiliation), le Partenaire devra cesser d'utiliser les fichiers transmis et leur contenu dès la date d'expiration.

La présente convention est établie en deux (2) exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le _____

Pour la région Île-de-France,

Valérie PÉCRESSE

Présidente du conseil régional d'Île-de-France

Présidente du conseil régional d'Île-de-France

Pour le Partenaire,

Nicolas BAUQUET

Directeur général de l'Institut Paris Région

Directeur général de l'Institut Paris Région

Annexe 4 - Avenant à la convention études de conception de l'opération mise au gabarit Bray-sur-Seine/Nogent-sur-Seine



Avenant n°1 à la convention entre l'Etat, la Région Ile de France, la Région Grand Est, le Département de l'Aube et Voies navigables de France, relative au financement des études de conception et des premières acquisitions foncières pour la mise à grand gabarit de la liaison fluviale entre Bray-sur-Seine et Nogent-sur-Seine.

CPER ILE DE FRANCE 2015-2022 et CPER GRAND EST 2015-2022

ENTRE

L'ÉTAT, Ministère de la transition écologique, représenté d'une part par le Préfet de la région Ile-de-France, Monsieur Marc GUILLAUME faisant élection de domicile en l'Hôtel de la Préfecture, 5, rue Leblanc 75015 PARIS, et d'autre part par la Préfète de la région Grand Est, Madame Josiane CHEVALIER, faisant élection de domicile en l'Hôtel de la Préfecture, 5 place de la République 67073 STRASBOURG CEDEX

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE, dont le siège est l'Hôtel de Région, 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, ci-après dénommée par le terme la Région, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée à signer le présent avenant, agissant en vertu de la décision de la décision CP n° 2023-395 de la commission permanente du Conseil régional en date du 17 novembre 2023

LA RÉGION GRAND EST, dont le siège est l'Hôtel de Région, 1 place Adrien Zeller — BP 91 006 — 67070 STRASBOURG Cedex, ci-après dénommée par le terme la Région représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean ROTTNER, dûment habilité à signer le présent avenant, agissant en vertu de la décision n° 22CP-2074 de la commission permanente du Conseil régional en date du 18 novembre 2022

LE DÉPARTEMENT DE L'AUBE, dont le siège est l'Hôtel du Département, 2 rue Pierre-Labonde, 10000 TROYES, ci-après dénommé par le terme "Le Département, représenté par son Président en exercice, Monsieur Philippe PICHERY, dûment habilité à signer le présent avenant, agissant en vertu de la décision de la commission permanente du Conseil Départemental en date du 5 décembre 2022

ET

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC VOIES NAVIGABLES DE FRANCE, dont le siège est situé 175, rue Ludovic Boutieux, BP 820, 62 408 Béthune Cedex, représenté par son Directeur Général en exercice, Monsieur Thierry Guimbaud, dûment habilité à signer le présent avenant, désigné ci-après par le terme « maître d'ouvrage ».

Vu l'avenant n°3 au Grant Agreement (n° INEA/CEF/TRAN/M2014/1049241), signé entre l'Etat français et la Commission européenne le 28 mai 2019 modifiant la participation européenne aux opérations inscrites dans le périmètre « Seine-Escaut » ;

Vu le code des transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies navigables de France, et notamment ses articles 13, 14, 16 et 17 (dans leur partie non codifiée au code des transports),

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 20 mars 2014 modifiée portant délégation de pouvoirs du conseil d'administration au directeur général de Voies navigables de France ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 et le Contrat de Plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020, modifiée par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 portant sur les révisions du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 et du Contrat de Plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020, prolongé par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 puis par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022 et signé le 22 mars 2022 ;

Vu le Contrat de Plan État-Région Grand Est 2015-2020, et ses avenants signés le 2 décembre 2016 et le 20 janvier 2021, qui permettent notamment la prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 du volet mobilité multimodale ou mobilité durable des CPER d'Alsace, de Lorraine et de Champagne-Ardenne afin d'assurer la réalisation des projets et des opérations structurantes pour le territoire ;

Vu la convention relative au financement des études de conception et des premières acquisitions foncières pour la mise à grand gabarit de la liaison fluviale entre Bray-sur-Seine et Nogent-sur-Seine, signée le 22 juin 2017 entre l'Etat, la Région Ile de France, la Région Grand Est, le Département de l'Aube, le Département de Seine et Marne et Voies navigables de France ;

Vu la délibération n° 22CP-2074 de la commission permanente du Conseil régional Grand Est en date du 18 novembre 2022 ;

Vu la délibération n° CP 2022-081 de la commission permanente du Conseil régional Ile-de-France en date du 17 novembre 2023 ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil départemental de l'Aube en date du 5 décembre 2022.

PREAMBULE :

La convention du 22 juin 2017 a fixé le cadre des engagements réciproques de l'État, de la Région Ile-de-France, de la Région Grand Est, du Département de la Seine-et-Marne, du Département de l'Aube et de Voies navigables de France pour le financement des études de conception et des premières acquisitions foncières de mise à grand gabarit de la liaison fluviale entre Bray-sur-Seine et Nogent-sur-Seine.

En raison de la signature de l'avenant 3 à la convention de subvention du projet Seine-Escaut, le 28 mai 2019, qui a acté la participation de l'Union européenne au financement des études de conception à hauteur de 50 % de leur montant HT, le plan de financement et les participations des cofinanceurs sont modifiés.

Le présent avenant vise à prendre en considération les modifications du plan de financement et l'incidence financière sur les participations des cofinanceurs. La nouvelle participation du Département de Seine et Marne fera l'objet d'une convention bipartite à part, le versement du solde de la subvention prévue à la convention du 22 juin 2017 étant caduque depuis le 31 mars 2021 en application du Règlement budgétaire et financier du Département.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 « *consistance de l'opération* », l'article 4 « *durée de l'opération* », l'article 7 « *Plan de financement* », l'article 10 « *Date d'effet et de validité de la convention* », d'ajouter un nouvel article 8.5 « *Régularisation des versements* » et de supprimer toute référence au Département de Seine et Marne dans les articles de la convention relative au financement des études de conception et des premières acquisitions foncières pour la mise à grand gabarit de la liaison fluviale entre Bray-sur-Seine et Nogent-sur-Seine, signée le 22 juin 2017.

ARTICLE 2 : SUPPRESSION DES REFERENCES AU DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

Les références au Département de la Seine et Marne sont supprimées aux articles 1, 2, 6, 7, 8-1 et 8-2 de la convention du 22 juin 2017.

A l'article 8-1 de la convention du 22 juin 2017, les paragraphes relatifs à la « *caducité des subventions au titre du règlement Budgétaire et Financier du Département de Seine-et-Marne* » sont supprimés.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DE L'OPERATION

A l'article 3 « *consistance de l'opération* », la phrase « *l'ensemble des frais et marchés nécessaires à la conduite d'opération et à la concertation jusqu'à la DUP (assistants à maîtrise d'ouvrage, communication, AMO foncier, etc.)* » est remplacée par la phrase suivante :

« *l'ensemble des frais et marchés nécessaires à la conduite d'opération et à la concertation jusqu'au Dossier d'autorisation environnementale unique (assistants à maîtrise d'ouvrage, communication, AMO foncier, etc....)* ».

Le reste est sans changement.

ARTICLE 4 : DUREE DE L'OPERATION

L'article 4 « *Durée de l'opération* » est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 4 - DUREE DE L'OPÉRATION

La durée de l'opération constituée des études de conception et des premières acquisitions foncières est estimée à 8 ans, de 2015 à 2023.

Un échéancier prévisionnel des dépenses par VNF et un tableau prévisionnel des appels de fonds auprès des cofinanceurs sont présentés en annexe 3. »

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES

L'article 7 « *Plan de financement* » est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 7 – PLAN DE FINANCEMENT

Dans le cadre de l'avenant n°3 au Grant Agreement signé entre l'Etat français et la Commission européenne le 28 mai 2019 et modifiant la participation européenne aux opérations inscrites dans le périmètre « *Seine-Escaut* », l'Union européenne a décidé de contribuer au financement des études de conception du projet Bray-Nogent, à hauteur de 50 % du montant HT des dépenses réalisées à partir de 2019. L'Union européenne ne finance pas les acquisitions foncières.

Les participations des cofinanceurs Région Ile-de-France, Région Grand Est et Département de l'Aube sont réalisées au titre du Contrat de Projet Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 et du Contrat de Plan Etat-Région Champagne-Ardenne 2015-2020 prolongés.

Le Département de l'Aube a décidé d'entrer dans le plan de financement de la présente opération à partir du 1er janvier 2017. VNF assure l'avance pour les dépenses réalisées sur la période 2015-2016 qui ne peuvent être prises en charge de façon rétroactive par le Département (cf. annexe 3).

a) L'Union européenne

L'Union européenne assure le financement des études de conception au stade projet (PRO) ainsi que de l'ensemble des études nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, réalisées à compter de 2019, sur la base d'un taux de 50 % du montant HT (hors acquisitions foncières). Le montant des dépenses réalisées à compter de 2019 étant estimé à 4 658 000 HT, le montant attendu de l'Union européenne est estimé à 2 329 000 €.

b) Les Conseils Régionaux

Le financement des études de conception et des premières acquisitions foncières, objet de la présente convention, se réalise à parité entre le Contrat de Plan Etat-Région Ile-de-France et le Contrat de Plan Etat-Région Grand Est à hauteur respectivement de 50 %.

La base subventionnable de la présente opération retenue par les collectivités s'élève à

9 158 333 € HT qui se décomposent comme suit:

- 300 000 € HT d'acquisitions foncières et
- 8 858 333 € HT d'études.

Ce périmètre comprend l'ensemble des études de la phase conception jusqu'à la phase PROJET ainsi que les premières acquisitions foncières. L'annexe I détaille les grands postes de dépenses.

- La Région Île-de-France

La participation de la région Île-de-France à la présente opération, au titre du CPER 2015-2020 Île-de-France et du CPIER Vallée de la Seine prolongés, s'élève dorénavant à 1 282 000 €, soit 14,00 % de la base subventionnable HT. La région Île-de-France participe à la présente opération pour les dépenses réalisées à partir du 09/07/2015.

La participation de la région Île-de-France à cette opération constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

- La Région Grand Est

Pour le CPER Grand Est, la Région Grand Est dorénavant participe à hauteur de 867 970 € soit 9,48 % de la base subventionnable HT. La Région Grand Est participe à la présente opération pour les dépenses réalisées à partir du 09/07/2015.

La participation de la Région Grand Est à cette opération constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

c) Le Département de l'Aube

Dorénavant, le Département de l'Aube finance à hauteur de 433 640 € correspondant à des dépenses réalisées à partir du 01/01/2017, soit une participation à hauteur de 4,73 % de la base subventionnable HT.

La participation du Département à cette opération constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

d) Voies navigables de France

Voies navigables de France participe au projet à hauteur de 3 812 083 € HT, dont :

- 1 699 026,50 € HT au titre du CPER Île-de-France
- 2 113 056,50 € HT au titre du CPER Champagne-Ardenne

Voies navigables de France prend en charge l'intégralité de la TVA pour cette opération. Le montant total de la participation de VNF toutes taxes comprises (avec une TVA au taux de 20%) s'élève donc à 5 583 750 €

e) Plan de financement global résultant

Le plan de financement global de l'opération est donc le suivant (en Euros courants, hors taxes ANNEXE 4) :

Co-financeur	Montant de participation à l'opération	Clés résultantes sur le HT
Région Île-de-France	1 282 000 €	14 %
Région Grand-Est	867 970 €	9,48 %
Département de Seine et Marne (<i>conformément à la convention bipartite</i>)	433 640 €	4,73 %
Département de l'Aube	433 640 €	4,73 %
Union Européenne	2 329 000 €	25,43 %
VNF	3 812 083 €	41,62 %
TOTAL EN HT	9 158 333 €	100 %
TVA (prise en charge par VNF)	1 771 667 €	
TOTAL EN TTC	10 930 000 €	

Le détail de ce plan de financement par CPER ainsi que le montant prévisionnel des appels de fonds, par année sont détaillés en annexe 3 de la présente convention.

ARTICLE 6 : REGULARISATION DES VERSEMENTS

Un nouvel article 8.5 « *Régularisation des versements* » est ajouté :

« 8.5 - Régularisation des versements »

Des versements ont déjà eu lieu sur la base du plan de financement et des dispositions financières de la convention de financement initiale signée le 22 juin 2017.

Afin de prendre en compte les effets de cet avenant, chaque cofinanceur veillera à ce que le montant cumulé de tous les acomptes ne dépasse pas le montant plafond de la subvention accordée à VNF. Le cas échéant, en cas de trop perçu par VNF, le cofinanceur émettra des titres à l'encontre de VNF.

Les appels de fonds déjà versés par les différents cofinanceur pourront apparaître dans l'annexe financière de cet avenant »

ARTICLE 7 : DATE DE VALIDITE DE LA CONVENTION

A l'article 10 « *date d'effet et de validité de la convention* », le deuxième paragraphe est remplacé par les dispositions suivantes :

« Elle arrivera à échéance à la fin des flux financiers générés au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en 2023 en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 8.1 de la présente convention ».

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS DIVERSES

Les autres dispositions de la convention signée le 22 juin 2017 demeurent inchangées.

Fait à _____ le _____

En sept exemplaires originaux

Pour l'État,
le Préfet de Paris,
Préfet de la Région Île-de-France

Pour l'État,
la Préfète de la Région Grand Est

Josiane CHEVALIER

Pour la Région Île-de-France,
la Présidente de Région

Pour la Région Grand Est,
le Président de Région

Valérie PÉCRESSE

Franck LEROY

Pour le Département de l'Aube
Le Président du Département

Pour Voies navigables de France,
Le Directeur Général

Philippe PICHERY

Thierry GUIMBAUD

**Annexe 3 : Chronique prévisionnelle des dépenses et échéancier prévisionnel des appels de fonds par année
pour les études de conception
et premières acquisitions foncières**

Historique appels de fonds en HT 2018-2021 et échéancier prévisionnel 2022 - 2023

	Historique appels de fonds						Prévisionnel appels de fonds	Total
	2017 (avance)	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
Région Ile de France	0 €	541 130 €	258 251 €	0 €	0 €	276 707 €	205 912 €	1 282 000 €
Région Grand Est	0 €	364 791 €	174 780 €	0 €	0 €	186 506 €	141 893 €	867 970 €
CD 10	52 782 €	18 592 €	87 321 €	0 €	0 €	93 180 €	181 765 €	433 640 €
CD 77	0 €	64 668 €	107 354 €	0 €	0 €	160 542 €	101 076 €	433 640 €

Dépenses prévisionnelles 2022 -2023 du maître d'ouvrage

2022	2023	Total 2022-2023
900 000 €	1 500 000 €	2 400 000 €

Annexe 4. Plan de financement intégrant les AF, par CPER

12/10/22

BRAY-NOGENT

2015-2023				CPER Ile-de-France			
				Département 77		Région Ile-de-France	
		Montant TTC	Montant HT	Taux	Montant	Taux	Montant
BN	Etudes ->PRO	10 630 000 €	8 858 333 €	4.73%	418 999 €	14.00%	1 240 167 €
	AF (HT)	300 000 €	300 000 €	4.73%	14 190 €	14.00%	42 000 €
	TOTAL	10 930 000 €	9 158 333 €		433 640 €		1 282 000 €

				CPER Grand Est			
				Département 10		Région Grand Est	
		Montant TTC	Montant HT	Taux	Montant	Taux	Montant
BN	Etudes ->PRO	10 630 000 €	8 858 333 €	4.73%	418 999 €	9.48%	839 770 €
	AF (HT)	300 000 €	300 000 €	4.73%	14 190 €	9.48%	28 440 €
	TOTAL	10 930 000 €	9 158 333 €		433 640 €		867 970 €

				Union Européenne		VNF	
		Montant TTC	Montant HT			Taux	Montant
BN	Etudes ->PRO	10 630 000 €	8 858 333 €	25.43%	2 329 000 €	40.77%	3 611 398 €
	AF (HT)	300 000 €	300 000 €	0.00%	0 €	67.06%	201 180 €
	TOTAL	10 930 000 €	9 158 333 €		2 329 000 €	41,62%	3 812 083 €
						TVA (charge VNF)	1 771 667 €

Taux et montants globaux (sur HT)

Région Île-de-France	14.00%	1 282 000 €
Région Grand Est	9.48%	867 970 €
Département Seine-et-Marne	4.73%	433 640 €
Département Aube	4.73%	433 640 €
Union européenne	25.43%	2 329 000 €
VNF	41.62%	3 812 083 €

100.0%	9 158 333 €
--------	-------------

Taux et montants globaux (sur TTC)

Région Île-de-France	1 282 000 €
Région Grand Est	867 970 €
Département Seine-et-Marne	433 640 €
Département Aube	433 640 €
Union européenne	2 329 000 €
VNF	5 583 750 €

10 930 000 €

Annexe 5 - Avenant à la convention Haropa Port Travaux d'extension ouest Gennevilliers



**Avenant n°1 à la convention de financement entre la région Île-de-France et la
Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT pour l'opération :**

EXTENSION OUEST PORT GENNEVILLIERS – TRAVAUX

Entre :

La REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération de la commission permanente n° CP 2023-395 du 17 novembre 2023
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT (nom commercial du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine)
dont le statut juridique est : Établissement Public
dont le numéro de SIRET est : 89961480400057
dont le siège social est situé au : 2, quai de Grenelle, 75015 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Antoine BERBAIN, Directeur général délégué HAROPA PORT PARIS et Directeur territorial de Paris,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

Vu le code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 et le Contrat de Plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020, modifiée par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 portant sur les révisions du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 et du Contrat de Plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020, prolongée par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifiée par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022,

Vu la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

Vu la délibération n° CP 2023-300 du 21 septembre 2023 relative à l'opération « Extension ouest port de Gennevilliers – Travaux » ;

PREAMBULE :

Une autorisation de programme et une convention relatives à l'opération intitulée « **EXTENSION OUEST PORT GENNEVILLIERS – TRAVAUX** » ont été votées en commission permanente par délibération n° CP 2023-300 du 21 septembre 2023.

Cette opération a finalement été retenue pour bénéficier du fonds friches de l'Etat à hauteur de 3 M€ ayant pour conséquence de modifier le plan de financement et réduire la base subventionnable et la participation de la Région.

Le présent avenant n°1 vise à prendre en considération les modifications du plan de financement et de la participation financière de la Région.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant n°1 a pour objet de modifier et compléter :

- l'Article 3.1 Principe de financements

- l'Article 4.1 Modalités de la communication pour le concours financier de la Région

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

L'Article 3.1 « Principe de financements » est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 3.1 Principe de financements

Le coût global de l'opération comprenant les travaux nécessaires à la réalisation du projet s'élève à 9 000 000 € HT, base subventionnable retenue par la région Île-de-France.

La région Île-de-France finance la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan Interrégional État-Région « Vallée de la Seine 2015-2020 » révisé en décembre 2016 prolongée par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifiée par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022, au titre de la ligne « Infrastructures portuaires – Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports ».

La participation financière attendue de la région Île-de-France s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit **2 751 300 €** et prend la forme d'une subvention attribuée à la Direction territoriale Paris de Haropa Port.

Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La participation financière attendue de la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT est de 69,43 % du montant total HT de l'opération, soit 6 248 700 €.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit ainsi :

EXTENSION OUEST PORT GENNEVILLIERS - TRAVAUX		
	Clé de financement	Montants HT
région Île-de-France	30,57 %	2 751 300 €
Direction territoriale d'HAROPA PORT	69,43 %	6 248 700 €
TOTAL	100 %	9 000 000 €

ARTICLE 3 : MODALITES DE COMMUNICATION

L'Article 4.1 « Modalités de la communication pour le concours financier de la Région » est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 4.1 Modalités de la communication pour le concours financier de la Région

La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en

amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de **2 751 300 €** ». Le bénéficiaire transmettra aux services de la Région une photo des panneaux de chantier et /ou des bons à tirer.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de son vote par la commission permanente n° CP 2023-395 du 17 novembre 2023.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES

Les autres dispositions de la convention de financement approuvée par délibération de la commission permanente n° CP2023-300 du 21 septembre 2023 demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Directeur général délégué d'HAROPA PORT
et Directeur territorial de Paris

Valérie PÉCRESSE

Antoine BERBAIN

Annexe 6 - Fiche projet BEL AMI - MAUNA INNOVATION

DOSSIER N° 23004907 - AMI FRET 2 - BEL AMI - MAUNA INNOVATION

Dispositif : Accompagnement des projets logistiques dans les territoires (investissement) (n° 00001306)

Délibération Cadre : CR2022-051 du 22/09/2022

Imputation budgétaire : 908-838-20422-183003-200

Action : 18300301- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accompagnement des projets logistiques dans les territoires (investissement)	388 575,00 € HT	50,00 %	194 288,00 €
Montant total de la subvention			194 288,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAUNA INNOVATION
Adresse administrative : 11 RUE BERANGER
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Olivier MAUREL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 5 juillet 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Fiche projet adoptée par la CP 2023-097 et modifiée (Mauna Consulting -> Mauna Innovation) par la CP2023-395

La disponibilité d'espaces logistiques urbains est déterminante pour envisager la décarbonation des livraisons urbaines. Ces espaces sont en effet indispensables pour effectuer les opérations de rupture de charges afin d'optimiser les chargements des véhicules de transport et de massifier les envois, et pour permettre le développement de services de livraison du dernier km par des véhicules propres (cyclologistique notamment).

Dans un contexte de raréfaction des ressources foncières (zéro artificialisation nette) et de tension sur le marché de l'immobilier logistique, le projet BEL AMI consiste à mettre en place une base de données, en expérimentation sur le territoire de Plaine Commune (partenaire du projet) puis à terme pour toute l'Île-de-France, permettant :

- De répertorier et caractériser les surfaces foncières et immobilières actuellement dévolues aux activités logistiques,
- De détecter, de manière assistée puis grâce à l'intelligence artificielle, les surfaces foncières et immobilières susceptibles de muter pour répondre aux besoins des actuels et futurs des activités de transport de marchandises et de logistique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. Dans le cadre de la mesure

« 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total du projet s'élève à 642 675 € en investissement, réparti entre deux parties prenantes : MAUNA INNOVATION et LOGICITES. Le projet est structuré en quatre grandes phases, le soutien régional intervenant à partir de la deuxième phase (et sous condition de production du livrable de la phase 1 avant le 1er octobre 2023) :

1. Conception de la méthodologie de collecte de données et engagement de partenaires détenteurs de données foncières et immobilières ;
2. Définition du modèle de données socles ;
3. Conception de la plateforme numérique, réalisation des fonctionnalités essentielles et collecte de données foncière sur le territoire d'expérimentation (V1) ;
4. Ouverture de la plateforme à l'ensemble de l'Île-de-France (V2) ; définition, développement et test des services « intelligents » en lien avec les collectivités intéressées.

Les investissements portés par MAUNA INNOVATION pour les phases 2 à 4 du projet s'élèvent à 388 575 €. La participation financière attendue de la Région Île-de-France s'élève à 50% appliquée sur la base subventionnable retenue par la Région, plafonnée à 1 000 000€, conformément au règlement du dispositif Accompagnement des projets logistiques dans les territoires. Soit une subvention de 194 288 €. Cette somme constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :

 PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Phase 2 - Construction du modèle de données	108 900,00	28,03%
Phase 3 - Développement de la base de données V1	141 075,00	36,31%
Phase 4 - Développement de la base de données V2 et services intelligents	138 600,00	35,67%
Total	388 575,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	194 288,00	50,00%
Autres financements (postérieurs au vote de la subvention Région)	60 462,00	15,56%
Fonds propres	133 825,00	34,44%
Total	388 575,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation.

Annexe 7- Convention observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DE L'OBSERVATOIRE DU FRET ET DE LA LOGISTIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE

ENTRE

L'État, représenté par Monsieur Marc Guillaume, préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, faisant élection de domicile en l'Hôtel de la Préfecture, 5, rue Leblanc 75015 PARIS

Désigné ci-après par le terme la « **DRIEAT** »

Et

La Région d'Île-de-France, dont le siège est au 2 avenue Simone Veil, 93400 Saint Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESE,

Désignée ci-après par le terme la « **Région** »

Et

L'Institut Paris Region, dont la raison sociale est L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France, association loi 1901, inscrite au SIRET sous le numéro 84981015500010, dont le siège est situé au 15 rue Falguière, 75740 PARIS Cedex 15, représenté par Monsieur Nicolas BAUQUET, en qualité de Directeur Général,

Désigné ci-après par le terme « **L'Institut Paris Region** » ou « **L'Institut** ».

L'État, la Région et L'Institut étant désignés par le terme les « **Partenaires** ».

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L. 132-6 du relatif aux agences d'urbanisme ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

Vu le décret du 22 juillet 2020 portant nomination du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris (hors classe) - M. GUILLAUME (Marc) ;

Vu la circulaire n° 2004-60 du 26 octobre 2004 relative à la mise en œuvre par les directions régionales de l'équipement des partenariats dans le cadre des observatoires régionaux des transports ;

Étant préalablement exposé que :

Le secteur du fret et de la logistique est un secteur stratégique et essentiel à l'économie nationale et régionale qui participe à la qualité de vie des citoyens. Conjuguant des enjeux environnementaux, des enjeux de compétitivité et des enjeux d'aménagement, ce secteur a un rôle prépondérant à jouer dans l'atteinte des objectifs de transition écologique et de compétitivité que la France s'est fixée.

L'Île-de-France constitue un territoire à enjeux par sa position géographique, mais aussi en raison du bassin de vie qu'elle représente. Plus de 220 millions de tonnes de marchandises arrivent, partent ou circulent en Île-de-France chaque année, empruntant à la fois la route, le fleuve et le fer. Représentant environ 7 % de l'emploi salarié régional, le secteur constitue un atout majeur de la compétitivité du territoire francilien.

En 2016, l'État a défini une stratégie nationale « France Logistique 2025 »¹ fixant les ambitions françaises en matière de logistique et plaçant pour une logistique plus compétitive et plus respectueuse de l'environnement. Cette stratégie a par la suite été complétée par plusieurs actions : la création de l'association France Logistique², la tenue de Comités interministériels de la logistique (CILOG)³, l'élaboration de la Stratégie nationale de développement du fret ferroviaire⁴ ou encore de la charte pour la performance environnementale et économique de l'immobilier logistique⁵ signée entre l'État et les membres de l'association AFILOG⁶. Enfin, lors du CILOG de décembre 2022 l'État a annoncé la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie nationale logistique⁷.

En Île-de-France, le conseil régional d'Île-de-France a adopté en septembre 2022 l'acte 2 de sa stratégie régionale fret et logistique⁸ afin de porter de nouvelles priorités en adéquation avec les évolutions majeures intervenues depuis 2018 dans ce secteur. La Région s'est dotée des moyens d'intervention pour accompagner et soutenir les acteurs publics et privés dans la réalisation de projets concrets et innovants correspondant aux 4 axes de son acte 2 :

- Renforcer la connaissance des flux sur son territoire,
- Accélérer la décarbonation du transport de marchandises,
- Planifier l'aménagement logistique dans une logique de sobriété foncière,
- Valoriser l'écosystème pour rendre le secteur plus attractif et renforcer la mise en réseau des acteurs.

Dans ce cadre, la région Île-de-France a priorisé la nécessité d'une meilleure connaissance des acteurs publics et privés pour porter des projets ancrés dans les territoires.

En 2021, la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) a publié le Programme d'actions de l'État pour le fret et la logistique en Île-

1 <https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/France%20Logistique%202025%20-%20Document-cadre-%20janvier%202017%20rev.pdf>

2 <https://www.francelogistique.fr/>

3 <https://www.ecologie.gouv.fr/comite-interministeriel-logistique-cilog>

4 https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/210909_Strategie_developpement_fret_ferroviaire.pdf

5 https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/21119-1_charteAfilog_def_light.pdf

6 <https://afilog.org/>

7 https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/DPFranceLogistique2025_240316.pdf

8 https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/medias/2022/09/RappCR2022-51_version%20du%2013%20sept.pdf

de-France⁹ (PAFL), qui propose un ensemble d'actions ayant vocation à favoriser le développement d'une logistique plus durable et compétitive. L'action 2 de ce programme vise spécifiquement à mettre en place un Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France qui faisait jusqu'ici défaut, avec l'objectif « d'améliorer la connaissance du fret et de la logistique à l'échelle de la région dans le but d'éclairer les prises de décisions des politiques et des acteurs du secteur ».

L'État et le Conseil régional d'Île-de-France se sont donc engagés, par une charte signée le 8 juillet 2022, à développer une politique d'amélioration de la performance économique, sociale et environnementale du fret et de la logistique en Île-de-France en renforçant les connaissances dans ce secteur avec la création d'un Observatoire du fret et de la logistique sur le territoire de la région Île-de-France. Pour ce faire, ils souhaitent pouvoir s'appuyer sur les compétences de L'Institut Paris Region.

En sa qualité d'agence d'urbanisme, L'Institut a pour but de mener ou suivre toutes réflexions et études susceptibles d'éclairer et de favoriser le développement durable et la qualité de l'aménagement sur le territoire de la Région Île-de-France. Centre pluridisciplinaire d'expertise, il constitue une plateforme naturelle d'échanges et de valorisation des données, études et analyses et accueille déjà divers observatoires dans les domaines de l'urbanisme, de l'environnement, de l'aménagement du territoire, du développement économique et social, des transports, de l'énergie et de la santé. A ce titre, il a vocation à mettre en œuvre et à animer l'Observatoire régional du fret et de la logistique.

L'État, la Région et L'Institut partagent ainsi la volonté conjointe de développer une culture commune sur le fret et la logistique à l'échelle de la région afin d'éclairer les prises de décisions politiques et de l'ensemble des acteurs du secteur. Par la présente convention, les Partenaires affirment leur souhait de mettre à profit leur complémentarité dans le cadre de l'Observatoire.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de définir les modalités et la gouvernance de l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France (OFELIF) qui sera qualifié d'« Observatoire » dans la suite de la convention. La vocation de l'Observatoire est d'améliorer la connaissance et la compréhension de l'écosystème francilien du fret et de la logistique.

L'Observatoire s'attache notamment à partager des éléments d'analyse couvrant les thématiques suivantes :

- Le transport de marchandises, tous modes ;
- Le foncier et l'immobilier dédiés aux activités logistiques ;
- Les enjeux environnementaux liés aux activités logistiques ;
- Les enjeux socio-économiques.

L'Observatoire s'adresse à tous les acteurs, publics, parapublics et privés intéressés et/ou concernés par le secteur de la logistique et du transport de marchandises (fret), qu'ils soient des acteurs socio-économiques, des acteurs scientifiques, ou tout autre acteur intéressé par la connaissance et le développement du secteur.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'OBSERVATOIRE

En vue d'amélioration de la connaissance, l'Observatoire se constitue en centre de ressources régional pour les données, études et autres travaux portant sur l'écosystème fret et logistique francilien. À ce titre, il a pour missions :

- de rassembler et de partager des informations, données, méthodologies, études et autres travaux afin de construire un socle de connaissances commun et fiable ;

9 <https://www.calameo.com/read/005543607d73c9b59b1ca>

- de favoriser la mutualisation, entre les structures d'observation, des réflexions sur des questions telles que la méthodologie, la production de données ou les sujets d'études à venir ;
- de réaliser une veille active, en référençant et en synthétisant la connaissance disponible et en facilitant la diffusion et la présentation des études publiées et à venir.

ARTICLE 3 – ORGANISATION DU PARTENARIAT

3.1 – Le Comité stratégique

Le Comité stratégique est composé à parité de droits des titulaires des fonctions de direction respectifs de la DRIEAT et du Pôle Aménagement, Logement et Transports du Conseil régional d'Île-de-France ou de leurs représentants, associant le Directeur général de L'Institut.

Le Comité stratégique définit la politique et les orientations générales de l'Observatoire, notamment en ce qui concerne les moyens humains et financiers déployés et la politique de communication de l'Observatoire, y compris en ce qui concerne son site internet.

Il lui revient à ce titre d'approuver le rapport annuel d'activité et le programme de travail annuel proposés par le Comité technique.

Le Comité stratégique se réunit au minimum une fois par an, et autant de fois que nécessaire.

Les décisions au sein du Comité stratégique sont prises par voie de consensus.

3.2 – Le Comité technique

Le Comité technique se compose des équipes chargées de la déclinaison opérationnelle des orientations arrêtées par le Comité stratégique à la DRIEAT, au Conseil régional et à L'Institut.

Le Comité technique présente au Réseau OFELIF un rapport annuel d'activité approuvé par le Comité stratégique.

Il recueille également l'avis consultatif du Réseau OFELIF sur le programme de travail annuel de l'Observatoire qu'il prépare dans le respect des orientations définies par le Comité stratégique et de l'article 5 de la présente convention avant de le soumettre au Comité stratégique pour validation.

Le Comité technique se réunit à la fréquence qu'il juge nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

3.3 – Le Réseau OFELIF

Un Réseau OFELIF est formé par l'ensemble des parties prenantes à une charte d'engagement dans le soutien aux activités de l'Observatoire.

Ce Réseau constitue un lieu de concertation et d'échange sur les sujets touchant l'Observatoire. Il a notamment vocation à contribuer à la réflexion sur les orientations de l'Observatoire.

À ce titre, il se réunit une fois par an afin d'examiner le rapport annuel d'activité présenté par le Comité technique et de donner un avis consultatif sur le programme de travail de l'année à venir. Il peut alors identifier des problématiques nouvelles susceptibles de venir enrichir ce programme de travail avant sa validation par le Comité stratégique.

Le Réseau OFELIF contribue également au bon fonctionnement de l'Observatoire. Cette contribution peut prendre la forme d'une participation financière à l'animation de l'Observatoire

ou d'un apport en données ou informations susceptibles d'améliorer la connaissance et la compréhension de l'écosystème francilien du fret et de la logistique.

Les données, informations ou études versées dans le cadre de l'Observatoire restent soumises aux modalités de diffusion et de réutilisation définies par leur organisme source, dans le respect du secret statistique et du règlement général de protection des données (RGPD).

Les modalités d'engagement dans le réseau OFELIF sont précisées dans la charte d'engagement susmentionnée.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Dans le cadre de l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France, et dans une démarche partenariale, les partenaires sont convenues des engagements suivants :

L'État et la Région s'engagent à :

- participer aux choix stratégiques de l'Observatoire au sein du Comité stratégique ;
- apporter leurs expertises respectives afin d'alimenter les réflexions au sein du Comité technique ;
- mobiliser autant que de besoin les compétences et outils régionaux disponibles ;
- identifier les données existantes et les droits associés avant de les verser à L'Institut afin qu'il en assure la diffusion via le site internet de l'Observatoire ;
- faciliter l'intervention de L'Institut, notamment dans ses interactions avec les signataires de la charte d'engagement dans le réseau OFELIF ;
- contribuer financièrement à la mise en œuvre et à l'animation de l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France. La détermination des moyens mobilisés et les conditions de financement de l'Observatoire feront l'objet de conventions annuelles entre L'Institut et la DRIEAT d'une part, et entre L'Institut et la Région d'autre part.

L'Institut s'engage à :

- assurer le rôle d'animateur opérationnel de l'Observatoire et de son site internet, dans la limite des moyens qui lui seront alloués annuellement à cette fin.

L'animation opérationnelle de l'Observatoire recouvre le travail de collecte des données et des études produites par les différents partenaires ainsi que leur diffusion sur le site internet de l'Observatoire. Elle permet également de favoriser les échanges entre les acteurs du secteur. Cette mission implique l'organisation de réunions de travail (réalisation des invitations, de l'ordre du jour, des comptes-rendus etc.) et d'événements, à l'image de la rencontre annuelle du Réseau OFELIF.

- Communiquer au Comité stratégique les demandes d'engagement dans le réseau OFELIF qui lui seront adressées en sa qualité d'animateur ;
- informer les partenaires et un large public de tout événement lié à son action et en lien avec l'animation de l'Observatoire, dans le respect de la politique de communication définie par le Comité stratégique ;
- informer la DRIEAT et la Région des actions de communication qu'il entreprend dans le cadre de la présente convention (site internet, communiqués de presse, ...)
- apporter son expertise afin d'alimenter les réflexions au sein du comité technique ;

- communiquer avec la DRIEAT et la Région, dès qu'il en aura connaissance tout élément, évènement, acte susceptible d'affecter la bonne exécution de ses obligations ou la bonne foi de la convention ou d'entraîner des frais importants.

Par ailleurs, chacun des partenaires s'engage à contribuer à la mise en œuvre du programme de travail annuel de l'Observatoire tel que validé par le Comité stratégique.

ARTICLE 5 – PRODUCTIONS DE L'OBSERVATOIRE

Les « productions » de l'Observatoire désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés en application du programme de travail annuel proposé par le Comité technique et approuvé par le Comité stratégique.

Ce programme de travail précise, pour chaque action, la problématique, le calendrier, les intervenants et les moyens (notamment financiers) à envisager. Il sera précisé si la mise en œuvre de cette action peut être effectuée dans le cadre d'une convention spécifique. Le cas échéant, cette convention spécifique se référera à la présente convention et au programme de travail annuel.

Les productions de l'Observatoire restent la propriété des organismes sources, qui y apposent leurs identités visuelles ainsi que celle de l'Observatoire.

Elles sont, en application des articles L. 312-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA), rendues accessibles sur le site internet de l'Observatoire.

Leurs modalités de ré-utilisation sont soumises aux dispositions du même code, et notamment à ses articles L. 321-1 à L. 327-1.

ARTICLE 6 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature pour une durée de trois (3) ans et pourra être renouvelée par reconduction expresse.

ARTICLE 7 – RÉVISIONS DE LA CONVENTION

La présente convention peut être révisée par voie d'avenant cosignés par l'ensemble des Partenaires.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'un des Partenaires de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une autre partie, après information de l'ensemble des Partenaires, sans préjudice de tous autres droits qu'elles pourraient faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux (2) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En l'absence de financements, les Partenaires pourront décider d'un commun accord de résilier la présente convention.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉS

Les Partenaires s'engagent à respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre de la présente convention, notamment le droit de la propriété intellectuelle, le droit de la propriété industrielle et commerciale ainsi que les règles déontologiques relatives à la véracité et à la fiabilité des informations fournies.

Ils veillent également à la bonne coordination des travaux de l'Observatoire avec ceux menés tant au niveau national que local.

ARTICLE 10 – LITIGES

Tout litige pouvant s'élever quant à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, qui ne pourrait être résolu de manière amiable entre les Partenaires dans un délai de trois (3) mois suivant sa notification par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au Comité stratégique sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux,

Le Préfet de la région d'Île-de-France

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le

Marc GUILLAUME

Valérie PÉCRESSE

Le Directeur général de L'Institut Paris Region

Le

Nicolas BAUQUET

CHARTRE D'ENGAGEMENT DANS LE RÉSEAU OFELIF

Objectifs du réseau OFELIF :

Le réseau OFELIF a vocation à rassembler largement des acteurs privés et publics intéressés et/ou concernés par le secteur de la logistique et du transport de marchandises (fret). Il doit permettre d'alimenter et de partager les travaux de l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France (OFELIF) institué par la convention de partenariat établie entre l'État, la Région et l'Institut Paris Region le

Cet observatoire a été mis en place afin d'améliorer la connaissance et la compréhension de l'écosystème francilien du fret et de la logistique. À ce titre, il a pour missions :

- de rassembler et de partager des informations, données, méthodologies, études et autres travaux afin de construire un socle de connaissances commun et fiable ;
- de favoriser la mutualisation, entre les structures d'observation, des réflexions sur des questions telles que la méthodologie, la production de données ou les sujets d'études à venir ;
- de réaliser une veille active, en référençant et en synthétisant la connaissance disponible et en facilitant la diffusion et la présentation des études publiées et à venir.

Conditions pour intégrer le réseau :

Peut intégrer le réseau OFELIF tout acteur réunissant les conditions suivantes :

- exerçant une activité en lien direct ou indirect avec le fret ou la logistique ;
- souhaitant s'impliquer dans le développement et l'amélioration de la connaissance de l'écosystème francilien du fret et de la logistique ;
- acceptant de respecter le fonctionnement de l'Observatoire établi par la convention de partenariat entre l'État, la Région et l'Institut Paris Region ;
- acceptant de respecter la présente charte et les engagements qu'elle contient.

Le respect de ces critères sera examiné par le Comité stratégique de l'Observatoire au moment de la demande d'engagement dans le réseau OFELIF.

Modalités d'engagement dans le réseau OFELIF :

Les demandes d'engagement dans le réseau OFELIF doivent préciser les contributions qui pourront être apportées à l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France (OFELIF) et faire état de la volonté de respecter la présente charte. Elles doivent être adressées à l'Institut Paris Region, animateur de l'Observatoire, et peuvent être envoyées :

- par mail : à l'adresse électronique de l'IPR
- par courrier postal : 15 rue Falguière, 75015 Paris

Ces demandes sont examinées par le Comité stratégique de l'Observatoire, qui donne son accord pour la signature de la présente charte, matérialisant l'intégration effective au réseau.

Engagements des signataires de la charte :

Les signataires de la présente charte s'engagent à contribuer au fonctionnement de l'Observatoire.

Cette contribution peut prendre la forme d'une participation financière à l'animation de l'Observatoire ou d'un apport en données, informations ou études susceptibles d'améliorer la connaissance et la compréhension de l'écosystème francilien du fret et de la logistique.

Le réseau OFELIF est également amené à examiner le rapport annuel d'activité de l'Observatoire et à émettre un avis sur le programme de travail annuel.

Modalités de diffusion et de réutilisation des données transmises à l'Observatoire :

Les données, informations ou études versées dans le cadre de l'Observatoire restent soumises aux modalités de diffusion et de réutilisation définies par leur organisme source, dans le respect du secret statistique et du règlement général de protection des données (RGPD).

Modalités de diffusion et de réutilisation des productions de l'Observatoire :

Les « productions » de l'Observatoire désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés en application du programme de travail annuel proposé par le Comité technique et approuvé par le Comité stratégique.

Les productions de l'Observatoire restent la propriété des organismes sources, qui y apposent leurs identités visuelles ainsi que celle de l'Observatoire.

Elles sont, en application des articles L. 312-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA), rendues accessibles sur le site internet de l'Observatoire.

Leurs modalités de ré-utilisation sont soumises aux dispositions du même code, et notamment à ses articles L. 321-1 à L. 327-1.

Durée de l'engagement

La présente charte prend effet à compter de sa signature. Elle prend fin à la date d'expiration de la convention de partenariat instaurant l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France.

En cas de non-respect des principes inscrits dans la charte, le Comité stratégique de l'Observatoire se réserve le droit d'émettre des avertissements et de manière exceptionnelle d'exclure un acteur du réseau OFELIF.

Structure :

Nom et prénom de son responsable légal ou délégataire :

Date :

Signature :